

Belém

Nous ne payerons pas la crise ! Que les riches la paient !

Pour des alternatives anti-impérialistes, anti-capitalistes, féministes, écologistes et socialistes !

mardi 3 février 2009, par [Assemblée des mouvements](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2009).

Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux lors du Forum social mondial de janvier 2009 à Belém, Brésil.

Nous, les mouvements sociaux du monde entier nous nous sommes réunis à l'occasion du 9^e Forum social mondial à Belém en Amazonie où les peuples résistent à l'usurpation de la nature, de leurs territoires et de leurs cultures. Nous sommes en Amérique latine là où au cours de la dernière décennie a eu lieu une nouvelle rencontre entre les mouvements sociaux et les mouvements indigènes. Ces derniers questionnent radicalement depuis leur cosmovision le système capitaliste. L'Amérique latine a ces dernières années mené des luttes sociales très radicales qui ont conduit au renversement de gouvernements néolibéraux et à la mise en place de gouvernements qui ont mené à bien des réformes positives comme la nationalisation de secteurs vitaux de l'économie et de réformes constitutionnelles démocratiques.

Dans ce contexte, les mouvements sociaux d'Amérique latine ont agi de manière adéquate en décidant d'appuyer les mesures positives adoptées par ces gouvernements tout en maintenant leur capacité de critique à leur égard. Ces expériences nous aideront à renforcer la résistance ferme des peuples contre la politique des gouvernements, des grandes entreprises et des banquiers qui déchargent les effets de la crise sur les opprimé(e)s.

Actuellement, nous les mouvements sociaux de la planète faisons face à un défi de portée historique. La crise capitaliste internationale qui porte préjudice à l'humanité s'exprime sur différents plans : c'est une crise alimentaire, financière, économique, climatique, énergétique, migratoire..., de civilisation qui accompagne la crise de l'ordre et des structures politiques internationales.

Nous sommes face à une crise globale provoquée par le capitalisme qui n'a pas d'issue au sein du système. Toutes les mesures adoptées pour sortir de la crise ne cherchent qu'à socialiser les pertes pour assurer la survie d'un système basé sur la privatisation des secteurs stratégiques de l'économie, des services publics, des ressources naturelles et énergétiques, la marchandisation de la vie et l'exploitation du travail et de la nature ainsi que le transfert de ressources de la Périphérie au Centre et des travailleu/rs/ses à la classe capitaliste.

Ce système est régi par l'exploitation, la compétition exacerbée, la promotion de l'intérêt privé individuel au détriment de l'intérêt collectif et l'accumulation frénétique de richesses par une poignée de nantis. Cela génère des guerres sanglantes, alimente la xénophobie, le racisme et les extrémismes religieux, cela renforce l'exploitation des femmes et la criminalisation des mouvements sociaux. Dans le contexte de cette crise les droits des peuples sont systématiquement niés. L'agression sauvage du gouvernement israélien contre le peuple palestinien est une violation du

droit international qui constitue un crime de guerre, un crime contre l'humanité et aussi un symbole de la négation de droits dont souffrent également d'autres peuples du monde. Cette impunité honteuse doit cesser. Les mouvements sociaux réaffirment leur soutien actif à la lutte du peuple palestinien ainsi qu'à toutes les actions des peuples du monde contre l'oppression.

Pour faire face à la crise, il est nécessaire d'aller à la racine du problème et d'avancer le plus rapidement possible vers la construction d'une alternative radicale qui en finisse avec le système capitaliste et la domination patriarcale. Il est nécessaire de construire une société basée sur la satisfaction des besoins sociaux et le respect des droits de la nature ainsi que la participation populaire dans un contexte de pleine liberté politique. Il est nécessaire de garantir l'exécution de tous les traités internationaux sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels (individuels et collectifs) qui sont indivisibles.

Dans cette perspective, nous devons lutter pour impulser la plus large mobilisation populaire par une série de mesures urgentes comme :

- la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle social du secteur bancaire
- la réduction du temps de travail sans réduction de salaire
- des mesures pour garantir la souveraineté alimentaire et la souveraineté énergétique
- l'arrêt des guerres, le retrait des troupes d'occupation et le démantèlement des bases militaires étrangères
- la reconnaissance de la souveraineté et de l'autonomie des peuples qui garantisse le droit à l'autodétermination
- la garantie du droit à la terre, au territoire, au travail, à l'éducation et à la santé pour toutes et tous.
- La démocratisation des moyens de communication et de connaissance

Le processus d'émancipation sociale poursuivi par le projet féministe, écologiste et socialiste du XXI^e siècle aspire à libérer la société de la domination exercée par les capitalistes sur les grands moyens de production, communication et services par l'appui à des formes de propriété d'intérêt social : petite propriété familiale, propriété publique, propriété coopérative, propriété communale et collective. Cette alternative doit être féministe car il est impossible de construire une société basée sur la justice sociale et l'égalité des droits si la moitié de l'humanité est opprimée et exploitée.

Enfin, nous nous engageons à enrichir le processus de construction de la société basée sur la qualité de vie en reconnaissant la participation active et l'apport des peuples indigènes.

Nous, les mouvements sociaux sommes face à une occasion historique pour le développement d'initiatives d'émancipation à l'échelle internationale. Seule la lutte sociale des masses peut sortir les peuples de la crise. Pour impulser cette lutte, il est indispensable de développer un travail de conscientisation et de mobilisation à la base.

Le défi pour les mouvements sociaux est d'arriver à organiser la convergence des mobilisations globales à l'échelle de la planète et de renforcer notre capacité d'action en favorisant la convergence de tous les mouvements qui cherchent à résister à toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous nous engageons ainsi à :

- Mettre en place une semaine d'action globale contre le capitalisme et la guerre du 28 mars au 4 avril 2009 avec :
 - une mobilisation contre le G20 le 28 mars
 - une mobilisation contre la guerre et la crise le 30 mars
 - une journée de solidarité avec le peuple palestinien pour impulser un boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël le 30 mars
 - la mobilisation contre le 60^e anniversaire de l'OTAN le 4 avril
 - etc

- Renforcer les mobilisations qui se tiennent chaque année
 - 8 mars : journée internationale de la femme
 - 17 avril : journée internationale de la souveraineté alimentaire
 - 1^{er} mai : journée internationale des travailleu/rs/ses
 - 12 octobre : mobilisation globale de lutte pour la Terre Mère, contre la colonisation et la marchandisation de la vie

- Mettre en place un agenda des résistances contre le sommet du G8 en Sardaigne, le sommet climatique de Copenhague, le sommet des Amériques à Trinité et Tobago...

Nous répondons ainsi à la crise par des solutions radicales et des initiatives d'émancipation.